

Communiqué du Conseil d'Etat

19 mai 2010

La version Internet fait foi

Sommaire

Région transfrontalière	4
Nouveau barrage sur le Rhône à l'étude	4
Genève-Confédération	5
Oui à la révision de la loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile.....	5
Genève adhère aux modifications de la Convention intercantonale relative aux institutions sociales.....	5
Genève	7
Rue de l'Ecole-de-Médecine : des mesures de modération du trafic à l'étude.....	7
Aide financière accordée à l'association Genèveroule pour 2010.....	7
Satigny : nouveaux plans directeurs de la zone de développement industriel et artisanal du Bois-de-Bay ..	8
Adoption du règlement instituant une commission consultative de la politique d'asile.....	8
Votation cantonale fixée au 26 septembre 2010.....	9
Agenda des invitations à la presse	10

Région transfrontalière

Nouveau barrage sur le Rhône à l'étude

Pour donner suite à la volonté d'améliorer l'autosuffisance énergétique du canton de Genève exprimée par le Conseil d'Etat dans le [discours de Saint-Pierre du 7 décembre 2009](#), un groupe de travail a été constitué en vue d'examiner la faisabilité d'un barrage sur le Rhône sur le site de Conflan (CH/F), en aval du barrage de Chancy-Pougny.

Le département de l'intérieur et de la mobilité (DIM) présidera le groupe de pilotage transversal chargé d'étudier au sein de l'Etat la faisabilité, l'impact et les mesures de compensation environnementale du projet. S'agissant d'une réalisation à l'impact transfrontalier, une collaboration sera instaurée avec les offices fédéraux de l'environnement et de l'énergie, la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la République française et la [Compagnie nationale du Rhône](#).

Ce barrage permettrait de produire localement de l'énergie renouvelable correspondant à 5% de la consommation électrique du canton dès 2019. Le groupe de travail rendra ses conclusions au plus tard à la fin 2011.

*Pour toute information complémentaire : Mme Karine Salibian Kolly, secrétaire générale adjointe, DIM,
☎ 022 327 96 06.*

Genève-Confédération

Oui à la révision de la loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement au [projet de révision](#) de la [loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile \(LPPCi\)](#), mis en consultation par le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports. Le projet vise principalement à optimiser deux domaines de la protection civile, à savoir l'instruction du personnel et les ouvrages de protection.

Dans le cadre de l'instruction du personnel de la protection civile, les modifications proposées octroient des jours de service supplémentaires pour parfaire la formation. Cette évolution répond à un besoin exprimé par les cantons, en fonction de l'expérience acquise depuis l'entrée en vigueur de la LPPCi en 2004. L'accent est plus particulièrement mis sur la formation des cadres, dont les responsabilités ont sensiblement augmenté. S'agissant des ouvrages de protection, la révision met en œuvre le choix du Conseil fédéral de porter l'effort sur le comblement du déficit en places protégées pour la population, là où cela s'avère encore nécessaire.

Genève dispose à l'heure actuelle de 357'000 places protégées, ce qui correspond à près de 80% de la population.

Pour toute information complémentaire : M. David Gysler, directeur général a.i. de l'office de la sécurité civile, DIM, ☎ 022 727 02 10.

Genève adhère aux modifications de la Convention intercantonale relative aux institutions sociales

Le Conseil d'Etat a décidé que le canton de Genève adhérera, dès le 1^{er} juillet 2010, à la version du 1^{er} janvier 2008 de la [Convention intercantonale relative aux institutions sociales \(CIIS\)](#), modifiée suite à l'entrée en vigueur de la [péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons \(RPT\)](#). L'adhésion au nouveau texte de la CIIS n'aura toutefois aucune répercussion financière pour Genève, car le canton applique déjà l'ensemble des changements issus de la RPT.

La CIIS est une convention entre cantons fixant des principes de compensation financière pour le séjour, dans des institutions sociales en dehors de leur canton de domicile, de personnes ayant des besoins spécifiques en matière de soins et d'encadrement. En leur permettant d'accéder à l'offre institutionnelle d'autres cantons,

la CIIS favorise la mobilité des personnes séjournant en institution. En 2009, ce sont ainsi plus de 300 résidents genevois (enfants et adultes) qui ont pu trouver dans un autre canton une place adaptée à l'évolution de leur situation familiale ainsi qu'à leurs besoins thérapeutiques.

Genève est signataire de la CIIS depuis le 1^{er} janvier 2008 (voir [point de presse du 21 novembre 2007](#)).

Pour toute information complémentaire : M. Marc Maugué, directeur général, direction générale de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 45.

Rue de l'Ecole-de-Médecine : des mesures de modération du trafic à l'étude

Le Conseil d'Etat a répondu à une [pétition](#) de l'[Association des habitants de la Jonction](#) intitulée « Pour un aménagement de la rue de l'Ecole-de-Médecine respectueux des habitants et de la mobilité douce », qui réclame une série de mesures destinées à compenser les reports de trafic attendus dès la mise en service, au printemps 2012, du [nouveau pont à double sens routier Hans-Wilsdorf](#).

Dans son courrier, le Conseil d'Etat indique que la direction générale de la mobilité (DGM) étudie, en collaboration avec la Ville de Genève, la faisabilité de l'introduction d'une régulation lumineuse de la circulation au niveau de l'actuel giratoire du carrefour des rues François-Dussaud et Hans-Wilsdorf. Le schéma de circulation proposé par la Ville de Genève, destiné à supprimer le transit sur la rue de l'Ecole-de-Médecine en respect avec la hiérarchie du réseau routier cantonal, est également à l'étude.

Pour toute information complémentaire : M. Alexandre Prina, chef du service de l'organisation de la mobilité, DIM, ☎ 022 546 78 25.

Aide financière accordée à l'association Genèveroule pour 2010

Le Conseil d'Etat a accordé pour l'année 2010 une aide financière d'un montant de 50'000 francs à l'association [Genèveroule](#). Cette aide s'inscrit dans le cadre de la [loi sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005 \(LIAF\)](#).



Genèveroule a très bien terminé la première décennie du siècle, en lançant ou en consolidant diverses actions nouvelles : location de vélos électriques, système de réservation informatisé, partenariat avec les entreprises. En outre, elle a enregistré en 2009 une augmentation significative de son activité, avec une hausse de 20% des prêts de vélos par rapport à 2008 (les 120 vélos ont été utilisés à près de 30'000 reprises en 2009), et 30% de réparations en plus.

Depuis sa création en 1998, l'association d'utilité publique, qui emploie des requérants d'asile et des chômeurs, est devenue indissociable de l'image du vélo à Genève.

Pour toute information complémentaire : M. Yves Delacrétaz, directeur général de la mobilité, DIM, ☎ 022 546 78 02.

Satigny : nouveaux plans directeurs de la zone de développement industriel et artisanal du Bois-de-Bay



Le Conseil d'Etat a adopté les plans et le règlement directeurs de la zone de développement industriel et artisanal (PDZI) du secteur du Bois-de-Bay à Satigny. Ces plans portent sur des terrains d'une superficie d'environ 90 hectares dans un périmètre compris entre le Rhône, la route du Bois-de-Bay et les ruisseaux de Maison Carrée et de Montfleury. Ces surfaces appartiennent à des propriétaires privés et à l'Etat de Genève.

Ces plans s'inscrivent dans la droite ligne de la politique menée par le Conseil d'Etat pour lutter contre la grave pénurie de zones industrielles que connaît Genève et pour maintenir un secteur secondaire performant et dynamique, participant à la force et à la diversité de l'économie du canton. Aussi, ces PDZI prévoient, d'une part, l'extension de la zone industrielle au nord est du périmètre sur une superficie d'environ 170'000 m² de terrain. D'autre part, ils fixent de nouvelles conditions concernant l'aménagement de la zone industrielle déjà utilisée. Ils sont accompagnés d'un règlement précisant notamment les modalités d'occupation du sol de ce secteur qui permettra d'avoir une meilleure gestion de cette zone. Ils remplacent les plans directeurs en force depuis 1983 et qui ont été abrogés par le Grand Conseil.

En qualité de mandataire de l'Etat de Genève, la Fondation pour les terrains industriels (FTI) assurera la direction et la coordination de l'équipement de la zone ainsi que la mise en valeur des terrains.

Les PDZI ont fait l'objet d'une opposition, qui a été rejetée par le Conseil d'Etat. Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle (FAO), le plan sera disponible sur le site internet officiel de l'Etat de Genève : www.geneve.ch/amenagement/plansadoptes.

Pour toute information complémentaire : M. Xavier de Rivaz, directeur du service des plans d'affectation et requêtes, direction générale de l'aménagement du territoire, DCTI, ☎ 022 546 73 13.

Adoption du règlement instituant une commission consultative de la politique d'asile

Le Conseil d'Etat a adopté le règlement instituant une commission consultative de la politique d'asile, qui a pour but de l'assister dans la mise en œuvre, sur le plan cantonal, de la politique fédérale de l'asile.

La commission est composée de représentants de l'administration cantonale et des établissements publics actifs dans ce domaine, des communes, des œuvres d'entraide, des Eglises et des syndicats. Elle avait été instituée en 2000 par un extrait de procès-verbal du Conseil d'Etat. Le règlement adopté ce jour a pour but de créer la base réglementaire nécessaire afin de permettre à la commission consultative de la politique d'asile d'entrer dans le champ d'application de la nouvelle [loi sur les commissions officielles](#) et de poursuivre ses activités.

Pour toute information complémentaire : M. Vito Angelillo, directeur en charge des politiques d'insertion, Direction générale de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 64.

Votation cantonale fixée au 26 septembre 2010

Le Conseil d'Etat a fixé au 26 septembre 2010 une votation populaire cantonale portant sur les objets suivants :

- la loi constitutionnelle modifiant la constitution de la République et canton de Genève (Soumission du secrétariat général de l'Assemblée constituante aux contrôles de la Cour des comptes) (Cst-GE), du 29 janvier 2010 (A 2 00 – [10482](#)) ;
- la loi constitutionnelle modifiant la constitution de la République et canton de Genève (Organisation judiciaire) (Cst-GE), du 28 janvier 2010 (A 2 00 – [10546](#)) ;
- la loi sur l'organisation judiciaire (LOJ), du 9 octobre 2009 (E 2 05 – [10462](#)).

A cette même date se tiendra – sous réserve de l'aboutissement du référendum fédéral – une votation fédérale portant sur l'objet suivant :

- la loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (loi sur l'assurance-chômage, LACI).

Les prises de position des partis politiques, autres associations ou groupements doivent être déposées en mains propres au service des votations et élections, route des Acacias 25, au plus tard le lundi 9 août 2010, avant midi.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,

☎ 022 327 22 00.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
2 juin 10h30	Mise à l'enquête publique du PLQ des Vergers, à Meyrin	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DCTI	Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 31 25 ou 079 240 83 72
3 juin 11h00	Développements immobiliers en faveur de la Genève internationale	Club suisse de la presse 106, route de Ferney	DCTI	Rafaële Gross ☎ 022 327 31 24
7 juin 10h00	Présentation du programme de législature 2010-2013 du Conseil d'Etat	<i>Sera communiqué ultérieurement</i>	CE	Nicolas Merckling (CHA) ☎ 022 327 90 80
8 juin 11h00	Inauguration de l'embouchure renaturée de la Versoix	Embouchure de la Versoix Parc de la Bécassine 10, route de Suisse	DIM	Grégoire Pralong ☎ 022 546 76 13
14 juin 14h15	Nouvelle loi sur la gouvernance des établissements publics	Salle de l'Alabama 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Nicolas Merckling (CHA) ☎ 022 327 90 80